



SYNDICAT NATIONAL
Solidaires
Finances
Publiques

FO DGFIP
SAVOIE

Monsieur le Directeur,

Nous refusons de siéger ce jour en CTL. Pourquoi ?

68 suppressions en 5 ans sur la Savoie dont 10 encore prévues pour 2014. Ce n'est plus possible. Il faut que cela s'arrête.

Depuis des années, la DGFIP est saignée à blanc. Avec 2002 emplois supprimés pour 2014 (2062 en 2013), notre administration est exsangue. Trop souvent considérés comme les variables d'ajustements des réformes qui se succèdent, les agents des Finances Publiques n'en peuvent plus.

Leur patience est à bout et il est probable qu'ils ne pourront supporter de nouveaux reculs au cours de l'année qui s'annonce.

Le Ministre du Budget, Monsieur Cazeneuve, a déclaré à Grenoble, le 9 décembre devant les organisations syndicales de l'Isère que « *si on laisse les déficits voler, il n'y aura bientôt plus de services publics* ».

C'est la RGPP mise en place par l'ancien gouvernement, c'est aujourd'hui la MAP (modernisation de l'action publique), c'est la « démarche stratégique » impulsée par l'actuel gouvernement et la direction générale des finances publiques qui conduisent les services

publics à l'asphyxie : fermetures de postes, réorganisations incessantes, fusions de services, suppressions des emplois.

Au moment même où la complexité de la législation fiscale rend encore plus difficile l'exercice de nos missions et accroît nos tâches, au moment où nous constatons une très forte augmentation des réclamations transmises par les trésoreries de proximité : 2400 réclamations en 2013 contre 1416 en 2012.

Le courrier électronique reçu sur nos BALF (boîte aux lettres fonctionnelles) est en forte augmentation comme la réception du public.

Et le ministre, Monsieur Cazeneuve ose déclarer devant les syndicats (le 9 décembre dans l'Isère) : « *il faut s'attaquer à la dépense publique...il, faut réfléchir avec vous (les syndicats) sur la méthode de travail pour y parvenir* ».

Propos repris par le Président de la République, Monsieur Hollande qui a qualifié « *l'Etat de trop lourd, trop lent, trop cher* » lors de ses vœux aux corps constitués le 7 janvier 2014 et qui confirme une réduction des dépenses publiques de 50 milliards d'euros d'ici 2017 pour financer le CICE (crédit d'impôt aux entreprises) .

Non, nous ne choisirons pas la corde avec laquelle on nous invite à nous pendre.

Au contraire, nous décidons d'engager toutes nos forces pour contraindre le ministre à annuler les 2000 suppressions d'emplois sur la DGFIP, à maintenir les emplois, le service public, à préserver les conditions de travail de nos collègues.

Nous le répétons, les agents sont à bout. Il faut que cela s'arrête. Dans ce cadre, la question de la grève est posée !

Non aux 10 suppressions d'emplois sur la Savoie en 2014